



Les comptes de la nation en 2014

La croissance du PIB ralentit à 6,5%, les investissements reculent

En 2014, la croissance de l'économie béninoise ralentit mais demeure élevée : le produit intérieur brut (PIB) en francs constant de 2007 progresse de 6,5%, après +6,9% en 2013. Les exportations croissent plus vite que les importations entraînant une contribution de +3,4 points de la balance commerciale à la croissance du PIB. La croissance de la consommation finale des ménages reste presque stable tandis que celle des administrations publiques s'est contractée. La formation brute de capital fixe recule en liaison avec les réexportations des plateformes pétrolières importées en 2013. L'environnement économique est à la déflation avec un recul du déflateur du PIB de -1,3%.

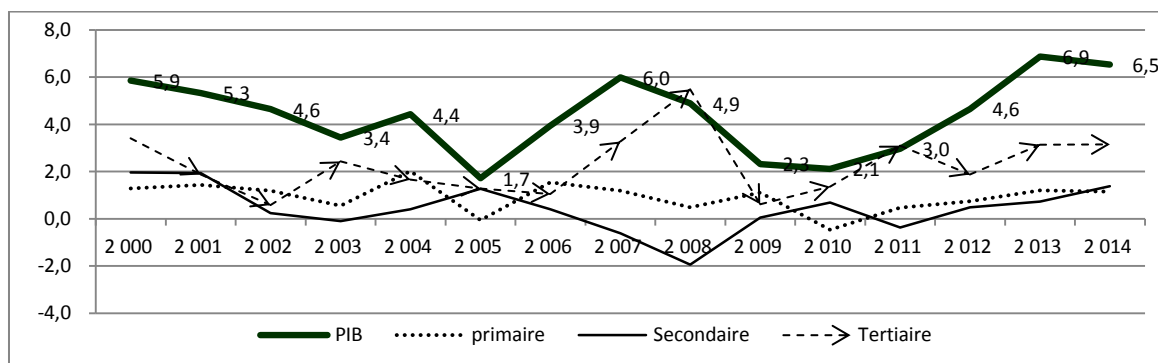
Abraham Biaou, Charles SESSEDE, Calixte MAHOUGBE, Ishola ODOUBOUROU,

Direction des Statistiques et Etudes Economiques

En 2014, le produit intérieur brut du Bénin croît de 6,5% en francs constants de 2007, après avoir atteint son niveau le plus élevé depuis 1999 en 2013 (+6,9%). La valeur ajoutée réelle des services a progressé de +7,1% même rythme que 2013. C'est le secteur le plus important dans l'économie du Bénin avec en 2014 un poids de 47,3% et une contribution de 3,2 points à la croissance. En 2014, le secteur secondaire a surclassé le secteur primaire en termes de contribution à la croissance. La valeur ajoutée réelle industrielle a progressé de 7,2% après +3,7% en 2013. La croissance de la valeur ajoutée réelle agricole a quant à elle progressé de 5,1% après 5,3% en 2013. Les performances du coton, produit phare du primaire qui a progressé de 28% ont permis au secteur primaire de contribuer à 1,1 points à la croissance de 2014 contre 1,2 points en 2013. Dans l'industrie, la mise en service d'une nouvelle industrie de production de ciment a permis à ce secteur qui a enregistré de contreperformances importantes dans l'industrie métallique formelle (-14,2%), chimique formelle (-15,4%) et les imprimeries formelles (-93,4%) de contribuer à 1,4 points à la croissance en 2014, après 0,7 point en 2013. Enfin, les impôts sur les produits ont progressé de seulement 6,2%, après

13,7% en 2013. La chute de la TVA (-2% en valeur) est à la base cette contre performance de la fiscalité en 2014.

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance du PIB de 2000 à 2014 et des contributions des principaux secteurs d'activités à la croissance (%)



Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

Les exportations croissent plus vite que les importations

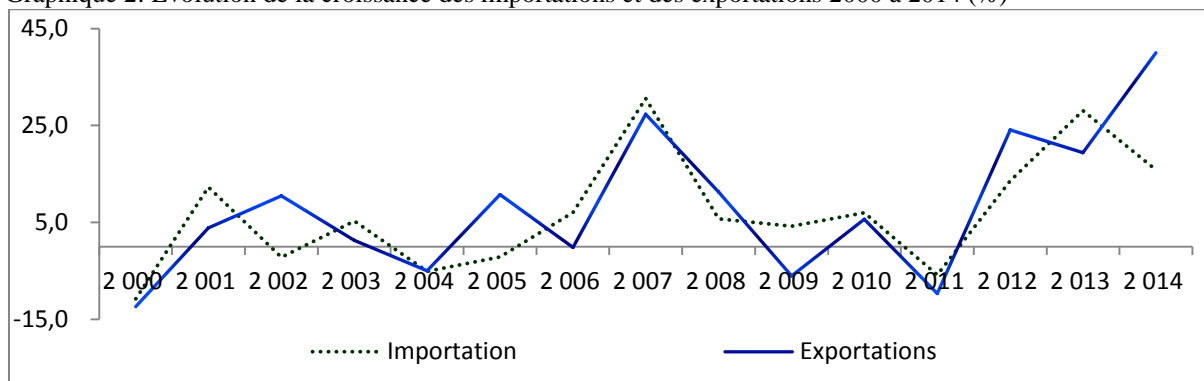
En 2014, les exportations totales du Bénin progressent de 40,0%. Elles contribuent à 10,6 points à la croissance du produit intérieur brut. Cette performance inégalée depuis 1999 est liée à l'expansion de l'activité de réexportations. A la veille de la généralisation des tarifs extérieurs communs à toute la zone de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ce boom des activités de réexportation apparaît comme une anticipation des acteurs du secteur de réexportation. La réexportation des produits d'industries agroalimentaires (riz, huile, et abats comestibles) croissent de 46,3% et contribuent pour 20,7 points à la croissance des exportations totales en 2014. En plus, la réexportation de plateformes pétrolières¹ et d'autres produits de constructions métalliques ont contribué pour 10,1 points à la croissance des exportations de 2014. Les produits textiles de réexportations (friperies) et les produits d'égrenages de coton (fibres et graines coton) ont fait progresser les exportations de 2014 de 6 points de croissance.

Quant aux importations, elles enregistrent une progression de 15,8% en 2014. Cette percée provient en grande partie des produits agroalimentaires (riz, huile, et abats comestibles) importés pour réexportations qui ont contribué à 10,7 points à la croissance des importations. Les produits chimiques et pétroliers constituent le deuxième grand groupe de produits d'importations avec une contribution à la croissance des importations de 4,3 points.

En 2014, la balance commerciale contribue à 3,4 points à la croissance. C'est une conséquence de la forte progression des exportations qui dépasse celle des importations.

¹ La réexportation de plateformes pétrolières en 2013 a été corrigée par la balance de paiement. Mais comme la balance de paiement définitif n'est pas encore disponible pour 2014, il est plus facile pour le service des comptes nationaux de considérer ces réexportations comme telle avant que les responsables de la balance des paiements corrigent ces statistiques de façon adéquate. En ce moment, lors de l'élaboration des comptes définitifs de 2014 les corrections seront prises en compte.

Graphique 2: Evolution de la croissance des importations et des exportations 2000 à 2014 (%)

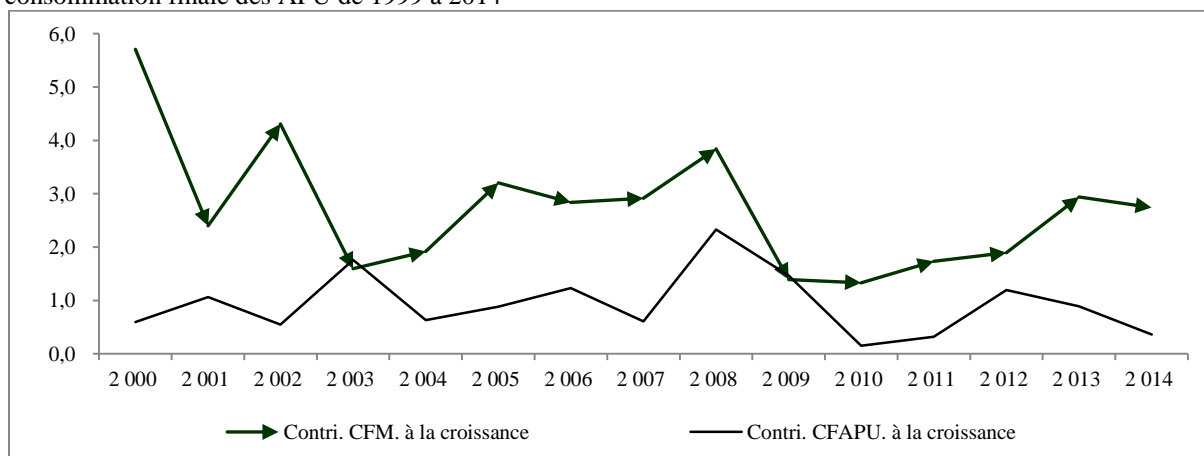


Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

En 2014, la consommation finale ralentit sa progression

En 2014, les dépenses de consommations finales des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) sont presque stables en francs constants de 2007 (3,9% en 2014 après 4,1% en 2013). Le ralentissement de la croissance de la consommation finale publique amorcée en 2013 s'est accentuée en 2014 (la croissance de CF_{APU} est passée de 7.2% en 2012 à 5,3% en 2013 puis à 2,1% en 2014). Le recul important des dépenses des biens et services (-21,3%) explique bien cette situation. La contraction des recettes notamment la taxe sur la valeur ajoutée qui a reculé en valeur nominale en 2014 pourrait être l'une des explications de la baisse du rythme de la consommation finale des APU.

Graphique 3 : Evolution de la croissance de la consommation finale des ménages et des ISBLSM (CFM) et de la consommation finale des APU de 1999 à 2014



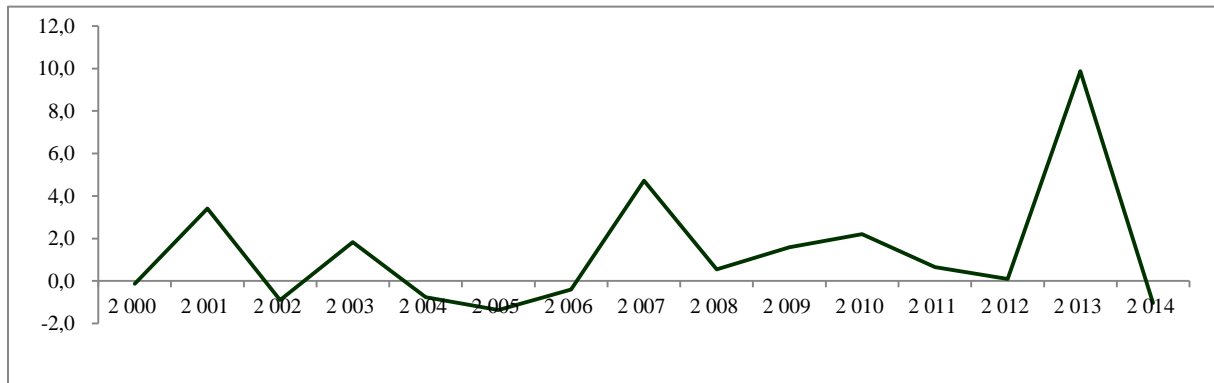
Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

La formation brute de capital fixe (FBCF) recule en 2014

Après une forte croissance de la FBCF en 2013 due en grande partie aux activités d'exploration pétrolière, l'économie béninoise enregistre un recul de la FBCF en 2014 suite aux réexportations des plateformes pétrolières. En 2014, la FBCF de l'exploration pétrolière recule de 97,6%. En revanche, la relance de la production de ciment a fait progresser la FBCF de construction de 9,7%. Cette performance du secteur de construction a atténué le recule de la FBCF dans l'exploration pétrolière et a conduit l'économie béninoise vers un recule plus modéré de la FBCF de 3,6%.

Les investissements qui avaient atteint un niveau historique de 28,5% du PIB sont retournés sur leur tendance habituelle pour se situer à 24,9%.

Graphique 4 : Evolution de la croissance de la formation brute de capital fixe de 1999 à 2014



Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

Un déflateur en chute libre depuis 2012...

Le déflateur du Pib baisse de % 2.9 points de pourcentage par rapport à 2013, en ligne avec l'IHPC qui passe à -1,1% en 2014 après 1% en 2013. Cette chute est la suite des perturbations inflationnistes dues aux politiques adoptées par le Bénin et le Nigéria à l'égard des produits pétroliers de contrebande depuis 2012.

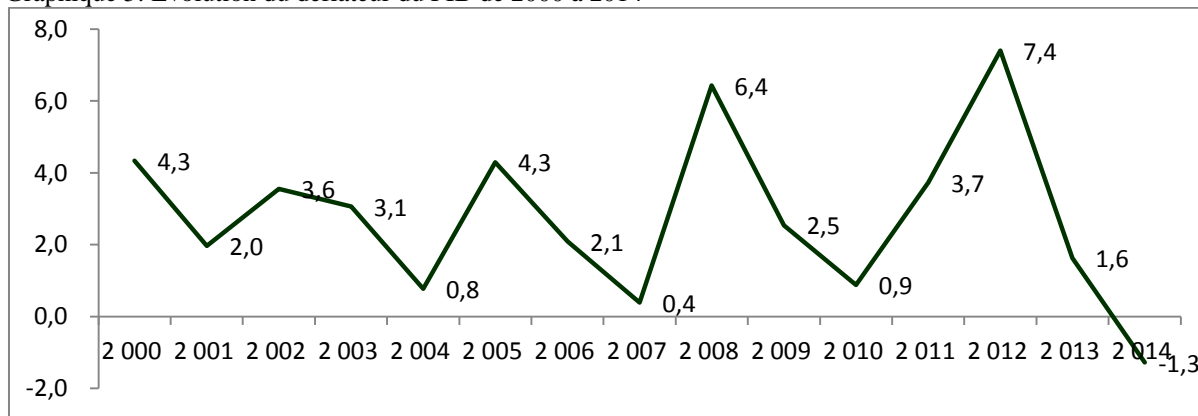
Le Nigéria a décidé de supprimer les subventions sur l'essence. Une augmentation de 115,0% des prix à la pompe de ce produit s'en est suivie. Sous la pression des syndicats, l'Etat Nigérian est revenu sur sa décision en diminuant son niveau de subventions de 2012. Les négociations ont abouti ainsi à une augmentation de 49,2% des prix de l'essence à la pompe sur le territoire nigérian. L'économie béninoise a été fortement influencée par ce changement de politique adopté au Nigéria. Au Bénin, cette mesure a fait progresser le prix du litre de l'essence « kpayo » de 125% entre décembre 2011 et janvier 2012². Voulant aussi tirer profit de cette situation pour relancer le circuit formel de vente d'essences qui apporte plus de recettes fiscales à l'Etat béninois, le gouvernement du Bénin a mis en place un dispositif pour décourager les importations de l'essence « kpayo ». Ainsi les prix sont restés élevés au cours l'année.

Comme le montre le graphe ci-dessous, ces politiques adoptées par le Bénin et le Nigéria en 2012 ont plus augmenté le déflateur du PIB que la crise financière internationale de 2008. L'une des raisons est le rôle que joue le produit essence dans la production au Bénin. En manque d'énergies électriques, la plupart des unités de production sont contraintes à produire elles-mêmes l'énergie à partir de groupes électrogènes. Ceci modifie considérablement la structure des coûts des entreprises avec pour corollaire une baisse de compétitivité.

² D'après les statistiques des prix moyens mensuels de l'IHPC produites par l'INSAE, le prix du litre de l'essence « kpayo » est passé en moyenne de 309 FCFA en décembre 2011 à 695 FCFA en janvier

Une fois les mesures de lutte contre l'essence sont abandonnées, les prix de l'essence ont chuté en 2013 et en 2014 se traduisant par une forte baisse du déflateur qui est passé de 7,4% en 2012 à 1,6% en 2013 puis à -1,3% en 2014.

Graphique 5: Evolution du déflateur du PIB de 2000 à 2014



Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique

Direction des Statistique et Etudes Economique

Equipe de rédaction

Directeur Général	: BIAOU S. Alexandre
Directeur des Statistiques et Etudes Economiques	: BIAOU A. Abraham
Chef du Service des Comptes Nationaux (C/SCN)	: SESSEDE Charles
Collaborateurs du C/SCN (01)	: MAHOUGBE Calixte
Collaborateurs du C/SCN (02)	: AHOKPOSSI Japhet
Personnes Ressources (01)	: ODOUBOUROU Bertrand W. Ishola
Personnes Ressources (02)	: AFFOUDA CHAFFARA O. Afolabi
Personnes Ressources (03)	: GANDAHO M. Nathalie

ANNEXE 1 : METHODOLOGIE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX PROVISOIRES (CNP) DE 2014

Depuis décembre 2013, l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) a publié la série des comptes nationaux annuels entièrement élaborée suivant le système de comptabilité nationale de 1993 (SCN 1993) des nations unies. Cette publication porte sur les comptes nationaux définitifs de 2007 à 2010, les comptes nationaux provisoires de 2011 et des comptes nationaux retropolés jusqu'en 1999. Cette première publication a fait l'objet d'une présentation au cours d'un atelier où tous les membres du comité PIB-TOFE et d'autres utilisateurs étaient invités.

Mais la transition de l'ancienne à la nouvelle série n'a pas été effective en 2014 car l'INSAE s'attèle à rattraper les retards dans la production de comptes nationaux annuels définitifs. Depuis Avril 2015, l'INSAE a finalisé les comptes nationaux provisoires de 2013 et les comptes nationaux annuels définitifs de 2011 et 2012. En principe, avant d'élaborer les comptes nationaux provisoires de 2014, il est conseillé d'élaborer les comptes définitifs de 2013. Cette contrainte représente encore au moins six de travaux pour lesquels l'INSAE a pris déjà des retards dans la collecte et le traitement des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises. Afin de permettre à la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) de réaliser les prévisions macroéconomiques de 2015 sur une base plus solide que les comptes élaborés suivant la méthode « PIB plus comparable », l'INSAE a décidé d'élaborer les comptes provisoires de 2014 à partir des comptes provisoires de 2013.

Pour élaborer des comptes nationaux provisoires de 2014, l'INSAE a procédé à une collecte légère des déclarations statistiques et fiscales de 2014 des grandes entreprises par branche. Ainsi les CNP 2014 élaborés reposent sur :

- les données définitives des grandes entreprises collectées à la Direction Générale des Impôts et domaines (DGID) ;
- les indices de chiffres d'affaires (ICA) calculés par la DGAE ;
- les indices harmonisés de la production industrielle (IHPI) ;
- les indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) ;
- Les statistiques sur les productions agricoles et les prix collectés sur les marchés primaires reçus du ministère en charge de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP)
- les statistiques du commerce extérieur ;
- le tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) ;
- les statistiques de la balance des paiements estimées pour 2014 ;
- d'autres statistiques telles que le trafic portuaire, le trafic aérien, le trafic ferroviaire, les statistiques sur les télécommunications collectées à l'Autorité de régulation des télécoms

Le détail de l'exploitation de certaines sources se présente comme ci-après.

Exploitation des déclarations statistiques et fiscales (DSF) : les CNP 2014 sont élaborés à partir des CNP de 2013. Pour avoir des résultats beaucoup plus proches de la réalité, l'INSAE a procédé à la collecte des données définitives sur certaines branches d'activités qui sont

susceptibles de modifications et pour lesquels il n'existe pas encore d'indicateurs bien suivis. Ainsi les déclarations statistiques et fiscales des grandes entreprises des branches suivantes ont été collectées: Exploitation forestière, Industries agroalimentaires, Industries métalliques, Electricité et eau, transports, télécommunications, les industries de productions de ciments, la construction, les banques.

Exploitations des indices de chiffre d'affaires (ICA) : Les ICA calculés par la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) sont aussi exploités comme indicateurs pour déterminer les valeurs ajoutées de certaines branches comme l'hôtellerie et la restauration. Dans la plupart des cas ils ont servi d'indicateurs de comparaison vis-à-vis des indices de valeurs déterminées à partir des DSF collectées.

Exploitation des indices harmonisés à la production industrielle (IHPI) : Les IHPI sont des indicateurs utilisés comme indices de volume pour déterminer la production formelle des branches d'activités du secteur des industries.

Exploitation des indices harmonisés des prix à la consommation (IHPC) : Les IHPC élémentaires par variété calculés mensuellement par l'INAE ont été utilisés pour déterminer des indices synthétiques de prix pour les produits des comptes nationaux provisoires de 2014. Ces indices sont utilisés soit pour inflater ou déflater les valeurs de consommation finales des ménages par produits.

Statistiques du commerce extérieur : Les statistiques du commerce extérieur par produit ont fourni les détails nécessaires sur les valeurs et les prix unitaires des biens importés ou exportés en 2014. Lors de l'élaboration des équilibres ressources emplois, certaines statistiques ont été modifiées surtout à la hausse. C'est le cas par exemple pour les importations de carburant qui sont corrigés à la hausse, de même que les exportations de riz, huiles, textiles, ...

Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) : Le TOFE a servi à déterminer la production des branches du secteur des administrations. Pour les CNP 2013 et 2014 les détails des dépenses de l'Etat contenus dans le SIGFiP et le PIP ne sont pas exploités.

Balance des paiements (Bdp) provisoire : la BCEAO a mis à la disposition de l'INSAE la Bdp provisoire qui a servi de cadre mais elle demeure encore trop agrégée.

Le Détail de la méthodologie utilisée pour les CNP se trouve dans le tableau xxx ci dessous

Tableau 1: Méthodologie et les données utilisées pour les comptes nationaux provisoires annuels de 2014

CODE	BRANCHE	Méthodologie CNP
010	AGRICULTURE	
010010	Agriculture Vivrière	Le dispositif des CNA est utilisé : les quantités sont fournies par le MDR ; les prix des produits vivriers sont fournis par l'ONASA et les produits des produits industriels. Une agrégation suivant la nomenclature des CNP permet d'obtenir des indices de quantités et de prix
010020	Culture du coton	
010030	Autre agriculture destinée à l'industrie et l'exportation.	
020	ELEVAGE ET CHASSE	
020000	Elevage et chasse	Taux de croît fournit un indice de volume et l'IHPC comme indice de prix
030	PECHE; SYLVICULTURE, EXPL. FORESTIERE, SERV ANNEX.	
030010	Sylviculture, exploitation Forestière, cueillette, activités annexes	Exportations
030020	Pêche	Exportations
040	ACTIVITES EXTRACTIVES	
040000	Activités Extractives	IHPI
050	INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	
050000	Industries Agroalimentaires	(Indice offre de CI des intrants pour indice de volume ; IHPI pour le secteur formel et solde sur l'informel)&IHPC
060	FABRICAT. TEXTILES, TRAV.CUIR, ART.VOYAGE, CHAUSS.	
060010	Egrenage du coton	Suivi à partir des exportations
060020	Fabrication prod. Textiles, travail de cuir, art de voyage	IHPI pour le secteur formel et Population pour le secteur informel ; IHPC pour les prix
070	AUTRES ACTIVITES	

CODE	BRANCHE	Méthodologie CNP
	MANUFACTURERES	
070000	Raffin. petrol. fabric. Prod chim., caoutch. Et plast	IHPI & IHPC
080	Fabrication de verre, poterie et matériaux const.	
080000	Fabrication de verre, poterie et matériaux const.	IHPI & IHPC
090	Fab. Ouv. Metaux, mach, equ radtv, med, mat transp	
090000	Fab. Ouv. Metaux, mach, equ radtv, med, mat transp	IHPI pour le secteur formel et Population pour le secteur informel ; IHPC pour les prix
100	Autres Industries Manufacturieres	
100000	Autres Industries Manufacturières	IHPI pour le secteur formel et Population pour le secteur informel ; IHPC pour les prix
110	PRODUCTION D'ELECTRICITE, GAZ ET EAU	
110000	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	IHPI & IHPC (prévoir un dispositif de collecte)
120	CONSTRUCTION	
120000	Construction	Indice des CI des matériaux de construction pour l'ensemble ; IHPI des matériaux de construction des CNT pour le secteur formel ; et solde sur le secteur informel
130	COMMERCE	
130000	Commerce	Total fourni par les marges ; ICA pour le formel ; solde sur l'informel
140	TRANSPORTS, POSTES ET TELECOMMUNICATIONS	

CODE	BRANCHE	Méthodologie CNP
140010	Transports, entreposage, services annexes	Les données du port fournissent des informations sur le trafic. Maquette pour indice composite à partir des trafics ferroviaire et routier. Le routier est estimé à partir de la production agricole et commerce extérieur
140020	Postes et télécommunications	Inspiré des CNT : La variation des effectifs corrigés par le rendement moyen (moyenne du CA/effectifs du fixe et du mobile pondérée par le CA : $\sum(Ca_i/\text{effectifs}_i) \times (Ca_i / \sum Ca_i)$; IHPC des télécom pour les prix. S'assurer que la valeur obtenue est supérieure au CA des opérateurs des télécom afin de tenir compte des grossistes et des détaillants
150	ACTIVITES FINANCIERES	
150000	Activités financières	Indice de volume du SIFIM calculé à partir des intérêts reçus et versés déflatés par la variation des taux de crédits à la clientèle et des coûts des comptes créditeurs et la variation de l'IHPC. Indice de prix du SIFIM
160	ACTIVITES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	
160000	Activités d'hébergement et de restauration	Indicateur composite pour l'ensemble : 0,2*CI de l'agriculture + 0,1*CI de l'élevage + 0,7*CI de l'agroindustriel ; nuitée pour le secteur formel ; solde l'informel ; prix de l'IHPC
170	Production Services aux entreprises	
170000	Production des Services aux entreprises	Indicateur composite pour l'ensemble : 0,2*CI de Autres Produits manufacturiers+ 0,1*Verre&mat. Construction+0,1*CI d'ouvrage en métaux+0,1*construction+0,5*CI de transport&Télécommunication; IPI général pour le secteur formel ; solde l'informel ; prix de l'IHPC
180	PRODUCTION DE SERVICES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	
180000	Production de services	Indice de valeur des CI du TOFE déflaté par IHPC ; CCF déflaté par l'IHPC ; salaire

CODE	BRANCHE	Méthodologie CNP
	d'administration publique	déflaté par indice des salaires/IHPC
190	Education	
190000	Education	Indice de valeur des CI et salaires de l'éducation déflaté par l'IHPC
200	SANTE	
200000	Santé	Indice de valeur des CI et salaires de la santé déflaté par l'IHPC
210	ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL	
210000	Activités à caractère collectif ou personnel	Population et IHPC
220	PRODUCTION DE SIFIM	
220000	Production de SIFIM	Voir institutions financières
Ensemble		

ANNEXES 2 TABLEAUX DETAILLES DES RESULTATS

Tableau 2 : Produit intérieur brut (PIB) et ses emplois à prix courants (en milliards de F CFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Secteur primaire	383,9	418,7	450,9	508,2	517,7	591,3	626,2	678,6	694,5	765,6	796,5	784,9	842,4	928,3	955,9	982,9
dont informel	381,6	416,1	448,3	507,8	519,4	597,5	631,5	681,5	692,7	764,4	794,4	781,9	839,5	925,3	953,3	979,3
Agriculture	266,4	288,0	314,0	361,7	365,9	437,5	456,0	487,6	502,4	557,6	570,0	544,6	566,8	629,3	654,5	665,7
dont informel	266,4	288,0	314,0	361,6	367,9	443,2	462,8	493,9	502,4	557,6	570,0	544,6	566,8	629,3	654,5	665,7
Elevage, chasse	56,7	62,4	67,1	70,3	76,0	76,8	84,4	92,6	97,7	111,6	122,0	128,6	152,1	160,4	162,8	164,3
dont informel	56,7	62,4	67,1	71,3	78,0	79,2	86,4	92,4	97,5	111,6	122,0	128,6	152,1	160,3	162,7	164,3
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	60,8	68,3	69,7	76,3	75,8	77,0	85,8	98,3	94,3	96,4	104,5	111,7	123,4	138,6	138,6	152,9
dont informel	58,6	65,7	67,2	74,9	73,6	75,1	82,3	95,1	92,8	95,2	102,4	108,7	120,5	135,7	136,0	149,3
Secteur secondaire	467,0	516,2	584,0	617,4	657,4	650,1	700,5	711,1	693,5	703,1	739,3	764,2	796,3	842,0	912,4	970,7
dont informel	307,8	349,5	378,5	410,2	440,1	455,6	512,1	487,6	461,1	463,2	487,3	490,1	560,5	579,8	612,3	605,2
Activités extractives	7,3	7,6	8,7	8,2	9,0	9,6	10,4	11,4	12,7	15,4	23,4	24,1	20,3	23,8	22,4	21,0
dont informel	5,2	5,8	6,8	6,3	7,1	7,5	8,2	9,0	11,0	14,3	22,5	22,7	18,8	17,7	18,1	20,2
Industries Agro-alimentaires	171,2	202,3	236,1	268,7	283,2	276,8	308,5	316,1	292,5	272,1	281,8	272,3	312,4	340,8	366,8	383,9
dont informel	147,3	170,0	190,7	217,3	238,3	254,3	288,9	263,8	239,1	229,3	232,7	217,2	245,2	267,5	287,1	304,4
Autres Industries manufacturières	174,4	181,9	180,4	176,4	180,9	180,6	182,9	186,0	180,5	200,9	202,1	204,8	178,4	182,6	212,7	219,3
dont informel	80,9	90,0	93,2	95,9	98,0	98,3	108,1	108,2	97,9	98,8	105,5	102,9	103,3	94,7	99,4	103,8
Electricité, et eau	4,4	4,0	4,1	7,5	11,8	12,4	11,9	11,7	15,4	15,2	14,9	20,0	25,4	33,3	33,5	35,3
BTP	109,8	120,4	154,7	156,5	172,4	170,7	186,9	185,9	192,4	199,5	217,1	243,0	259,9	261,4	277,1	311,2
dont informel	74,4	83,6	87,9	90,8	96,8	95,5	106,9	106,7	113,0	120,8	126,7	147,3	193,2	199,9	207,7	176,9
Secteur tertiaire	597,8	687,7	744,4	764,5	847,6	887,7	948,3	1 011,8	1 126,9	1 348,0	1 425,5	1 489,4	1 647,0	1 907,0	2 111,2	2 237,3
dont informel	242,0	301,8	321,2	348,9	354,7	377,9	403,8	420,5	540,1	595,8	638,7	624,0	724,7	890,4	1 023,9	1 089,4
Commerce, restaurants et hôtels	225,1	257,9	266,8	282,5	306,6	308,5	328,4	334,2	359,2	391,3	387,2	382,0	481,9	531,8	613,1	690,0
dont informel	106,4	148,1	141,1	153,6	163,6	166,4	181,6	184,7	261,9	298,9	301,3	287,1	354,0	412,7	498,6	561,8
Transports, postes et télécommunications	64,8	96,0	102,0	111,7	123,2	134,3	148,3	176,0	216,3	309,5	272,4	295,1	317,6	467,3	508,1	506,5
dont informel	10,4	14,1	30,1	37,0	31,9	37,7	40,1	47,8	80,3	81,9	85,8	88,5	106,9	206,7	228,4	217,6
Banques et autres institutions financières	13,0	11,6	29,8	28,8	37,5	39,9	35,2	37,9	47,9	63,6	97,0	98,6	77,4	79,9	103,5	115,9

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
dont informel	1,6	1,5	2,7	2,8	2,9	2,4	2,2	2,4	3,0	2,6	2,5	2,0	1,9	1,0	1,3	1,6
Administration publique et sécurité sociale	92,9	100,1	99,0	101,2	122,7	127,3	137,9	162,9	177,8	210,4	256,1	288,8	304,4	338,2	365,8	383,0
Education	55,6	59,3	68,1	77,5	86,2	97,0	104,3	108,8	113,6	135,0	157,9	168,6	181,9	190,7	206,1	216,3
Santé et action sociale	19,9	20,6	22,5	22,5	24,3	24,2	24,9	28,4	31,0	37,0	29,0	33,2	34,8	38,1	42,9	45,8
Autres services	140,3	161,4	173,4	171,5	178,5	191,4	203,3	212,1	220,7	247,7	274,9	275,7	300,5	315,6	343,0	359,7
dont informel	123,7	138,1	147,4	155,6	156,3	171,4	180,0	185,6	195,0	212,3	249,2	246,4	262,0	270,0	295,6	308,4
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	-13,9	-19,2	-17,2	-31,1	-31,3	-34,9	-34,1	-48,5	-39,8	-46,6	-49,0	-52,8	-51,5	-54,5	-71,2	-80,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	1 448,7	1 622,6	1 779,3	1 890,2	2 022,7	2 129,1	2 275,0	2 401,5	2 514,9	2 816,7	2 961,3	3 038,5	3 285,7	3 677,2	3 979,5	4 190,8
dont informel	931,5	1 067,5	1 148,0	1 266,9	1 314,3	1 431,0	1 547,5	1 589,6	1 693,9	1 823,3	1 920,5	1 896,0	2 124,7	2 395,5	2 589,5	2 673,9
Impôts et taxes nets des Subventions	207,4	206,6	185,4	238,9	247,1	259,5	258,8	287,3	346,1	377,4	389,9	413,7	401,5	466,7	521,5	543,3
PIB	1 656,1	1 829,2	1 964,7	2 129,0	2 269,8	2 388,6	2 533,8	2 688,9	2 861,0	3 194,1	3 351,2	3 452,2	3 687,2	4 144,0	4 501,1	4 734,2
dont Informel	931,5	1 067,5	1 148,0	1 266,9	1 314,3	1 431,0	1 547,5	1 589,6	1 693,9	1 823,3	1 920,5	1 896,0	2 124,7	2 395,5	2 589,5	2 673,9
1. Dépense de Consommation Finale	1 496,9	1 648,9	1 778,4	1 901,5	2 010,5	2 068,5	2 283,9	2 442,4	2 533,4	2 887,9	3 018,0	3 116,8	3 269,8	3 659,7	3 864,9	3 975,7
dont privée	1 295,0	1 428,2	1 542,0	1 654,5	1 713,3	1 758,1	1 943,5	2 054,1	2 125,2	2 396,3	2 452,7	2 535,1	2 665,6	2 966,1	3 115,8	3 221,4
publique	201,9	220,7	236,5	247,0	297,2	310,4	340,5	388,3	408,2	491,6	565,3	581,8	604,3	693,6	749,0	754,3
2. FBCF	436,7	449,1	489,7	471,2	518,6	497,7	500,2	499,5	639,1	668,4	728,4	804,2	877,4	886,9	1 261,6	1 156,7
3. Variation des stocks	8,9	-18,0	22,4	-7,2	-15,3	31,0	-48,9	10,4	49,9	-17,6	5,6	-5,7	12,5	51,9	21,2	25,3
4. Investissement (2+3)	445,6	431,1	512,0	464,0	503,3	528,7	451,3	509,8	689,0	650,8	734,0	798,6	889,8	938,8	1 282,8	1 182,0
5. Exportations nettes	-286,4	-250,8	-325,7	-236,5	-244,1	-208,6	-201,5	-263,4	-361,4	-344,6	-400,7	-463,2	-472,5	-454,5	-646,6	-423,6
6. Exportations	392,3	386,7	399,8	429,8	430,9	449,5	479,7	498,2	646,2	730,0	682,7	821,2	788,4	1 023,6	1 231,2	1 711,2
Exportations des biens	306,5	304,0	311,9	339,6	341,2	345,1	384,7	392,8	508,0	578,9	555,2	654,4	601,2	803,8	1 002,0	1 472,9
Exportations des services	85,7	82,7	87,8	90,1	89,7	104,4	95,1	105,5	138,3	151,1	127,5	166,8	187,2	219,8	229,2	238,3
7. Importations	678,7	637,5	725,5	666,3	675,0	658,1	681,2	761,6	1 007,6	1 074,6	1 083,4	1 284,4	1 260,9	1 478,1	1 877,8	2 134,8
Importations des biens	621,2	577,2	644,5	593,9	610,7	588,6	618,0	684,9	919,6	975,9	970,1	1 161,6	1 152,8	1 341,7	1 675,4	2 011,1
Importations des services	57,5	60,3	81,0	72,4	64,3	69,5	63,2	76,6	88,0	98,7	113,3	122,8	108,0	136,4	202,4	123,7

Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015
(P = Provisoire)

Tableau 3 : Produit intérieur brut (PIB) et ses emplois à prix constants (base 100 en 2007) (en milliards de F CFA)

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Secteur primaire	477,6	503,6	534,3	561,2	574,4	623,9	622,5	662,5	694,5	708,5	742,0	727,6	742,2	766,4	807,1	848,4
dont informel	474,7	500,4	530,8	558,4	573,6	622,7	620,6	661,1	695,6	710,2	742,2	728,1	742,3	766,7	807,3	848,5
Agriculture	333,9	351,3	371,4	394,1	405,6	451,4	440,4	471,0	502,4	510,4	536,0	516,1	524,2	542,9	577,3	611,0
dont informel	333,9	351,3	371,4	394,1	405,6	451,4	440,4	471,0	502,4	510,4	536,0	516,1	524,2	542,9	577,3	611,0
Elevage, chasse	69,6	71,5	78,3	79,8	81,3	84,2	89,8	94,9	97,7	99,1	101,7	104,5	108,0	110,4	113,1	117,0
dont informel	69,6	71,5	78,3	79,8	81,3	84,2	89,8	94,9	97,7	99,1	101,7	104,5	108,0	110,4	113,1	117,0
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	74,2	80,7	84,6	87,3	87,5	88,3	92,3	96,5	94,3	98,9	104,3	107,0	110,1	113,1	116,8	120,4
dont informel	71,3	77,5	81,2	84,5	86,7	87,1	90,4	95,1	95,5	100,6	104,5	107,6	110,1	113,4	116,9	120,5
Secteur secondaire	573,0	612,7	654,2	659,7	657,3	667,2	699,6	710,0	693,5	637,9	639,4	660,4	648,7	664,6	689,1	739,0
dont informel	416,1	445,0	458,6	419,6	432,8	477,3	501,6	487,6	462,6	447,5	450,2	463,3	478,9	480,2	502,4	493,1
Activités extractives	10,3	9,9	10,5	10,4	11,1	11,5	11,7	11,5	12,7	11,7	11,5	11,8	11,9	11,2	-3,0	10,2
dont informel	7,4	7,4	7,8	7,7	8,4	8,9	9,2	9,0	10,8	10,6	11,1	11,2	10,4	8,8	9,7	10,1
Industries Agro-alimentaires	241,0	259,2	274,9	285,8	286,8	293,8	307,4	316,0	292,5	238,6	228,1	214,1	235,1	234,5	243,2	258,8
dont informel	196,9	210,3	215,5	222,2	232,1	268,8	281,6	263,8	246,2	220,0	211,4	202,3	227,6	222,1	228,4	239,4
Autres Industries manufacturières	184,2	199,2	187,2	182,2	178,5	172,1	180,2	179,0	180,5	179,7	185,8	196,7	167,5	179,4	197,8	200,9
dont informel	128,1	136,9	142,7	95,9	96,9	100,0	104,9	108,2	95,5	91,3	98,7	102,3	100,4	104,0	107,4	111,7
Electricité et eau	5,0	6,4	7,9	9,3	9,6	9,9	10,3	10,7	15,4	15,0	11,8	17,2	22,2	24,2	24,9	25,8
BTP	132,5	138,0	173,7	171,9	171,3	179,9	190,1	192,8	192,4	192,9	202,3	220,6	211,9	215,3	226,2	243,3
dont informel	83,8	90,4	92,6	93,8	95,4	99,6	105,9	106,7	110,2	125,6	129,0	147,5	140,4	145,3	156,9	131,9
Secteur tertiaire	756,9	826,1	866,5	879,7	937,3	977,9	1 010,9	1 038,3	1 126,9	1 283,8	1 302,6	1 344,6	1 442,0	1 502,9	1 609,1	1 723,0
dont informel	328,8	397,9	405,4	393,3	394,8	420,2	411,7	422,4	516,4	661,1	673,5	675,7	750,3	800,1	893,5	964,3
Commerce, restaurants et hôtels	258,9	278,5	314,9	322,8	324,3	332,9	333,1	332,8	359,2	386,0	365,3	348,6	417,2	419,9	465,7	509,8
dont informel	131,0	183,0	185,2	178,2	184,9	195,1	181,7	184,7	263,3	405,3	395,3	388,6	448,4	494,4	553,4	608,1
Transports, postes et télécommunications	137,4	161,7	132,6	146,1	157,4	162,5	176,3	190,2	216,3	288,4	256,3	267,1	275,2	289,9	306,6	325,9
dont informel	42,2	45,6	48,3	48,0	39,9	44,2	46,9	47,8	61,9	59,0	63,4	67,2	69,8	71,3	82,5	86,3
Banques et autres institutions financières	15,1	15,0	20,1	19,6	27,1	35,4	37,1	36,6	47,9	54,1	89,3	100,8	90,7	106,4	136,9	156,1
dont informel	1,8	2,0	2,0	2,1	2,2	2,2	2,3	2,4	3,0	3,1	3,2	3,3	3,8	3,9	5,5	6,3
Administration publique et sécurité sociale	109,7	115,6	118,6	125,4	143,3	148,1	157,2	166,2	177,8	199,1	216,9	243,6	249,8	269,2	283,5	300,5

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Education	53,7	57,1	71,2	78,9	86,8	97,7	103,6	109,2	113,6	129,8	147,3	155,7	164,1	172,7	178,9	190,7
Santé et action sociale	20,6	21,4	22,0	22,7	25,4	25,1	26,2	29,2	31,0	35,0	24,2	26,3	27,4	30,5	32,8	34,9
Autres services	175,7	196,2	202,6	191,8	200,5	210,4	213,5	222,2	220,7	232,1	248,0	255,8	275,3	284,2	307,0	321,5
dont informel	153,7	167,4	169,9	165,0	167,8	178,6	180,8	187,5	188,2	193,6	211,5	216,6	228,2	230,4	252,1	263,6
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	-14,1	-19,5	-15,5	-27,5	-27,4	-34,2	-36,1	-48,2	-39,8	-40,7	-44,7	-53,3	-57,7	-69,9	-102,4	-116,5
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	1 807,5	1 942,4	2 055,0	2 100,7	2 169,1	2 269,1	2 333,0	2 410,8	2 514,9	2 630,2	2 683,9	2 732,6	2 832,9	2 933,8	3 105,3	3 310,3
dont informel	1 219,6	1 343,4	1 394,8	1 371,4	1 401,2	1 520,2	1 533,9	1 571,1	1 674,6	1 818,7	1 865,9	1 867,1	1 971,4	2 047,0	2 203,2	2 305,9
Impôts et taxes nets des Subventions	218,1	201,9	203,6	262,8	275,8	284,1	263,9	288,6	346,1	370,8	386,7	403,0	395,6	444,6	505,5	536,6
PIB	2 025,6	2 144,3	2 258,6	2 363,5	2 444,9	2 553,2	2 596,9	2 699,4	2 861,0	3 001,0	3 070,6	3 135,6	3 228,5	3 378,4	3 610,8	3 847,0
dont Informel	1 219,6	1 343,4	1 394,8	1 371,4	1 401,2	1 520,2	1 533,9	1 571,1	1 674,6	1 818,7	1 865,9	1 867,1	1 971,4	2 047,0	2 203,2	2 305,9
1. Dépense de Consommation Finale	1 774,8	1 902,5	1 976,7	2 086,3	2 165,6	2 228,0	2 332,5	2 438,2	2 533,4	2 709,9	2 795,8	2 841,4	2 905,8	3 005,7	3 135,2	3 247,2
dont privée	1 541,6	1 657,2	1 708,7	1 806,0	1 843,8	1 890,8	1 972,6	2 046,3	2 125,2	2 235,1	2 276,9	2 317,8	2 372,2	2 433,4	2 532,9	2 632,0
publique	233,2	245,3	268,0	280,3	321,8	337,3	359,9	391,8	408,2	474,8	518,8	523,5	533,6	572,3	602,3	615,3
2. FBCF	482,0	479,2	552,3	532,2	575,4	556,7	521,9	511,5	639,1	654,8	702,7	770,2	790,5	793,5	1 127,1	1 089,8
3. Variation des stocks	47,9	19,1	52,5	6,1	-2,5	46,4	-44,5	14,0	49,9	-17,4	6,7	-1,7	6,2	49,9	19,9	57,2
4. Investissement (2+3)	529,9	498,4	604,8	538,2	572,8	603,1	477,4	525,6	689,0	637,4	709,4	768,5	796,6	843,4	1 147,0	1 147,0
5. Exportations nettes	-279,1	-256,5	-322,9	-261,1	-293,6	-277,9	-213,0	-264,4	-361,4	-346,3	-434,5	-474,3	-474,0	-470,6	-671,4	-547,2
6. Exportations	474,0	415,3	431,4	476,8	482,9	458,8	508,2	507,5	646,2	719,0	675,6	713,7	644,7	799,9	955,4	1 337,4
Exportations des biens	331,0	314,8	326,0	372,5	385,2	343,4	406,9	398,6	508,0	573,9	556,1	562,1	478,3	614,6	772,3	1 141,8
Exportations des services	142,9	100,5	105,5	104,3	97,8	115,4	101,3	108,9	138,3	145,1	119,5	151,6	166,4	185,4	183,1	195,6
7. Importations	753,1	671,9	754,3	737,9	776,5	736,7	721,1	771,8	1 007,6	1 065,2	1 110,1	1 187,9	1 118,7	1 270,6	1 626,8	1 884,6
Importations des biens	685,4	601,2	662,9	653,5	702,6	658,9	653,3	692,8	919,6	972,9	1 004,6	1 073,9	1 021,7	1 157,1	1 458,8	1 779,5
Importations des services	67,6	70,7	91,4	84,4	73,9	77,8	67,8	79,1	88,0	92,4	105,5	114,1	96,9	113,5	168,0	105,2

Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

(P = Provisoire)

Tableau 4 : Evolution du poids des principales branches et des emplois dans le produit intérieur brut courant

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Secteur primaire	23,2	22,9	22,9	23,9	22,8	24,8	24,7	25,2	24,3	24,0	23,8	22,7	22,8	22,4	21,2	20,8
dont informel	23,0	22,8	22,8	23,9	22,9	25,0	24,9	25,3	24,2	23,9	23,7	22,6	22,8	22,3	21,2	20,7
Agriculture	16,1	15,7	16,0	17,0	16,1	18,3	18,0	18,1	17,6	17,5	17,0	15,8	15,4	15,2	14,5	14,1
dont informel	16,1	15,7	16,0	17,0	16,2	18,6	18,3	18,4	17,6	17,5	17,0	15,8	15,4	15,2	14,5	14,1
Elevage, chasse	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,2	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6	3,7	4,1	3,9	3,6	3,5
dont informel	3,4	3,4	3,4	3,3	3,4	3,3	3,4	3,4	3,4	3,5	3,6	3,7	4,1	3,9	3,6	3,5
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	3,7	3,7	3,5	3,6	3,3	3,2	3,4	3,7	3,3	3,0	3,1	3,2	3,3	3,3	3,1	3,2
dont informel	3,5	3,6	3,4	3,5	3,2	3,1	3,2	3,5	3,2	3,0	3,1	3,1	3,3	3,3	3,0	3,2
Secteur secondaire	28,2	28,2	29,7	29,0	29,0	27,2	27,6	26,4	24,2	22,0	22,1	22,1	21,6	20,3	20,3	20,5
dont informel	18,6	19,1	19,3	19,3	19,4	19,1	20,2	18,1	16,1	14,5	14,5	14,2	15,2	14,0	13,6	12,8
Activités extractives	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4
dont informel	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,7	0,7	0,5	0,4	0,4	0,4
Industries Agro-alimentaires	10,3	11,1	12,0	12,6	12,5	11,6	12,2	11,8	10,2	8,5	8,4	7,9	8,5	8,2	8,1	8,1
dont informel	8,9	9,3	9,7	10,2	10,5	10,6	11,4	9,8	8,4	7,2	6,9	6,3	6,6	6,5	6,4	6,4
Autres Industries manufacturières	10,5	9,9	9,2	8,3	8,0	7,6	7,2	6,9	6,3	6,3	6,0	5,9	4,8	4,4	4,7	4,6
dont informel	4,9	4,9	4,7	4,5	4,3	4,1	4,3	4,0	3,4	3,1	3,1	3,0	2,8	2,3	2,2	2,2
Electricité et eau	0,3	0,2	0,2	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,6	0,7	0,8	0,7	0,7
BTP	6,6	6,6	7,9	7,4	7,6	7,1	7,4	6,9	6,7	6,2	6,5	7,0	7,0	6,3	6,2	6,6
dont informel	4,5	4,6	4,5	4,3	4,3	4,0	4,2	4,0	4,0	3,8	3,8	4,3	5,2	4,8	4,6	3,7
Secteur tertiaire	36,1	37,6	37,9	35,9	37,3	37,2	37,4	37,6	39,4	42,2	42,5	43,1	44,7	46,0	46,9	47,3
dont informel	14,6	16,5	16,3	16,4	15,6	15,8	15,9	15,6	18,9	18,7	19,1	18,1	19,7	21,5	22,7	23,0
Commerce, restaurants et hôtels	13,6	14,1	13,6	13,3	13,5	12,9	13,0	12,4	12,6	12,2	11,6	11,1	13,1	12,8	13,6	14,6
dont informel	6,4	8,1	7,2	7,2	7,2	7,0	7,2	6,9	9,2	9,4	9,0	8,3	9,6	10,0	11,1	11,9
Transports, postes et télécommunications	3,9	5,3	5,2	5,2	5,4	5,6	5,9	6,5	7,6	9,7	8,1	8,5	8,6	11,3	11,3	10,7
dont informel	0,6	0,8	1,5	1,7	1,4	1,6	1,6	1,8	2,8	2,6	2,6	2,6	2,9	5,0	5,1	4,6
Banques et autres institutions financières	0,8	0,6	1,5	1,4	1,7	1,7	1,4	1,4	1,7	2,0	2,9	2,9	2,1	1,9	2,3	2,4
dont informel	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Administration publique et sécurité sociale	5,6	5,5	5,0	4,8	5,4	5,3	5,4	6,1	6,2	6,6	7,6	8,4	8,3	8,2	8,1	8,1

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Education	3,4	3,2	3,5	3,6	3,8	4,1	4,1	4,0	4,0	4,2	4,7	4,9	4,9	4,6	4,6	4,6
Santé et action sociale	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	0,9	1,0	0,9	0,9	1,0	1,0
Autres services	8,5	8,8	8,8	8,1	7,9	8,0	8,0	7,9	7,7	7,8	8,2	8,0	8,1	7,6	7,6	7,6
dont informel	7,5	7,6	7,5	7,3	6,9	7,2	7,1	6,9	6,8	6,6	7,4	7,1	7,1	6,5	6,6	6,5
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)	-0,8	-1,1	-0,9	-1,5	-1,4	-1,5	-1,3	-1,8	-1,4	-1,5	-1,5	-1,5	-1,4	-1,3	-1,6	-1,7
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	87,5	88,7	90,6	88,8	89,1	89,1	89,8	89,3	87,9	88,2	88,4	88,0	89,1	88,7	88,4	88,5
dont informel	56,2	58,4	58,4	59,5	57,9	59,9	61,1	59,1	59,2	57,1	57,3	54,9	57,6	57,8	57,5	56,5
Impôts et taxes nets des Subventions	12,5	11,3	9,4	11,2	10,9	10,9	10,2	10,7	12,1	11,8	11,6	12,0	10,9	11,3	11,6	11,5
PIB	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont Informel	56,2	58,4	58,4	59,5	57,9	59,9	61,1	59,1	59,2	57,1	57,3	54,9	57,6	57,8	57,5	56,5
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
1. Dépense de Consommation Finale	90,4	90,1	90,5	89,3	88,6	86,6	90,1	90,8	88,6	90,4	90,1	90,3	88,7	88,3	85,9	84,0
dont privée	78,2	78,1	78,5	77,7	75,5	73,6	76,7	76,4	74,3	75,0	73,2	73,4	72,3	71,6	69,2	68,0
publique	12,2	12,1	12,0	11,6	13,1	13,0	13,4	14,4	14,3	15,4	16,9	16,9	16,4	16,7	16,6	15,9
2. FBCF	26,4	24,6	24,9	22,1	22,8	20,8	19,7	18,6	22,3	20,9	21,7	23,3	23,8	21,4	28,0	24,4
3. Variation des stocks	0,5	-1,0	1,1	-0,3	-0,7	1,3	-1,9	0,4	1,7	-0,6	0,2	-0,2	0,3	1,3	0,5	0,5
4. Investissement (2+3)	26,9	23,6	26,1	21,8	22,2	22,1	17,8	19,0	24,1	20,4	21,9	23,1	24,1	22,7	28,5	25,0
5. Exportations nettes	-17,3	-13,7	-16,6	-11,1	-10,8	-8,7	-8,0	-9,8	-12,6	-10,8	-12,0	-13,4	-12,8	-11,0	-14,4	-8,9
6. Exportations	23,7	21,1	20,3	20,2	19,0	18,8	18,9	18,5	22,6	22,9	20,4	23,8	21,4	24,7	27,4	36,1
Exportations des biens	18,5	16,6	15,9	16,0	15,0	14,4	15,2	14,6	17,8	18,1	16,6	19,0	16,3	19,4	22,3	31,1
Exportations des services	5,2	4,5	4,5	4,2	4,0	4,4	3,8	3,9	4,8	4,7	3,8	4,8	5,1	5,3	5,1	5,0
7. Importations	41,0	34,9	36,9	31,3	29,7	27,6	26,9	28,3	35,2	33,6	32,3	37,2	34,2	35,7	41,7	45,1
Importations des biens	37,5	31,6	32,8	27,9	26,9	24,6	24,4	25,5	32,1	30,6	28,9	33,6	31,3	32,4	37,2	42,5
Importations des services	3,5	3,3	4,1	3,4	2,8	2,9	2,5	2,9	3,1	3,1	3,4	3,6	2,9	3,3	4,5	2,6

Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015
(P = Provisoire)

Tableau 5 : Evolution du taux de croissance des principales branches d'activités et des emplois du PIB de 1999 à 2014

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Secteur primaire		5,4	6,1	5,0	2,3	8,6	-0,2	6,4	4,8	2,0	4,7	-1,9	2,0	3,3	5,3	5,1
dont informel		5,4	6,1	5,2	2,7	8,5	-0,3	6,5	5,2	2,1	4,5	-1,9	1,9	3,3	5,3	5,1
Agriculture		5,2	5,7	6,1	2,9	11,3	-2,4	6,9	6,7	1,6	5,0	-3,7	1,6	3,6	6,3	5,8
dont informel		5,2	5,7	6,1	2,9	11,3	-2,4	6,9	6,7	1,6	5,0	-3,7	1,6	3,6	6,3	5,8
Elevage, chasse		2,8	9,4	1,9	1,9	3,6	6,6	5,7	2,9	1,4	2,6	2,7	3,3	2,3	2,4	3,5
dont informel		2,8	9,4	1,9	1,9	3,6	6,6	5,7	2,9	1,4	2,6	2,7	3,3	2,3	2,4	3,5
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		8,8	4,9	3,2	0,2	0,9	4,5	4,6	-2,3	4,9	5,4	2,6	2,8	2,7	3,3	3,1
dont informel		8,8	4,7	4,1	2,6	0,4	3,8	5,3	0,4	5,4	3,9	2,9	2,4	3,0	3,1	3,0
Secteur secondaire		6,9	6,8	0,8	-0,4	1,5	4,9	1,5	-2,3	-8,0	0,2	3,3	-1,8	2,4	3,7	7,2
dont informel		6,9	3,0	-8,5	3,1	10,3	5,1	-2,8	-5,1	-3,3	0,6	2,9	3,4	0,3	4,6	-1,8
Activités extractives		-3,6	6,2	-0,5	6,6	3,7	1,0	-1,2	10,3	-7,8	-2,0	2,8	1,3	-6,6	-127,1	-438,0
dont informel		0,6	5,1	-1,3	9,7	5,5	3,3	-2,3	20,2	-1,7	4,6	1,4	-7,6	-15,0	9,4	4,0
Industries Agro-alimentaires		7,6	6,1	4,0	0,3	2,5	4,6	2,8	-7,4	-18,4	-4,4	-6,1	9,8	-0,3	3,7	6,4
dont informel		6,8	2,5	3,1	4,4	15,8	4,8	-6,3	-6,7	-10,6	-3,9	-4,3	12,5	-2,4	2,9	4,8
Autres Industries manufacturières		8,1	-6,0	-2,7	-2,0	-3,6	4,7	-0,7	0,9	-0,5	3,4	5,9	-14,8	7,1	10,3	1,6
dont informel		6,8	4,2	-32,8	1,1	3,2	4,8	3,2	-11,8	-4,4	8,1	3,6	-1,8	3,6	3,2	4,1
Electricité et eau		27,7	22,4	18,2	3,1	3,1	4,0	3,9	43,6	-2,3	-21,8	46,5	29,0	9,1	3,0	3,5
BTP		4,2	25,8	-1,0	-0,4	5,1	5,6	1,5	-0,2	0,3	4,9	9,0	-4,0	1,6	5,1	7,5
dont informel		8,0	2,3	1,4	1,7	4,5	6,3	0,7	3,3	13,9	2,8	14,3	-4,8	3,5	8,0	-15,9
Secteur tertiaire		9,1	4,9	1,5	6,6	4,3	3,4	2,7	8,5	13,9	1,5	3,2	7,2	4,2	7,1	7,1
dont informel		21,0	1,9	-3,0	0,4	6,4	-2,0	2,6	22,2	28,0	1,9	0,3	11,0	6,6	11,7	7,9
Commerce, restaurants et hôtels		7,6	13,1	2,5	0,5	2,6	0,1	-0,1	7,9	7,4	-5,4	-4,6	19,7	0,6	10,9	9,5
dont informel		39,7	1,2	-3,8	3,7	5,5	-6,9	1,7	42,6	53,9	-2,5	-1,7	15,4	10,3	11,9	9,9
Transports, postes et télécommunications		17,7	-18,0	10,2	7,7	3,2	8,5	7,9	13,7	33,3	-11,1	4,2	3,0	5,3	5,8	6,3
dont informel		7,9	6,0	-0,5	-17,0	10,7	6,3	1,8	29,5	-4,7	7,6	5,8	3,9	2,2	15,6	4,6
Banques et autres institutions financières		-0,5	34,1	-2,7	38,4	30,8	4,7	-1,2	30,9	12,9	65,1	12,9	-10,0	17,3	28,7	14,0
dont informel		5,9	1,7	4,1	4,1	4,1	4,1	4,1	23,8	3,2	3,9	3,2	14,1	3,2	40,6	13,7
Administration publique et sécurité sociale		5,4	2,6	5,7	14,3	3,4	6,2	5,7	6,9	12,0	9,0	12,3	2,6	7,7	5,3	6,0

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Education		6,4	24,6	10,8	10,1	12,5	6,1	5,5	4,0	14,2	13,5	5,7	5,4	5,2	3,6	6,6
Santé et action sociale		4,2	2,4	3,3	11,7	-0,9	4,3	11,3	6,4	12,9	-31,0	9,0	4,0	11,2	7,6	6,6
Autres services		11,7	3,3	-5,3	4,5	4,9	1,5	4,1	-0,7	5,2	6,8	3,2	7,6	3,2	8,0	4,7
dont informel		8,9	1,5	-2,9	1,7	6,5	1,2	3,7	0,3	2,9	9,2	2,4	5,3	1,0	9,4	4,6
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)		38,1	-20,5	77,8	-0,3	24,6	5,6	33,7	-17,6	2,3	10,0	19,3	8,2	21,1	46,5	13,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		7,5	5,8	2,2	3,3	4,6	2,8	3,3	4,3	4,6	2,0	1,8	3,7	3,6	5,8	6,6
dont informel		10,1	3,8	-1,7	2,2	8,5	0,9	2,4	6,6	8,6	2,6	0,1	5,6	3,8	7,6	4,7
Impôts et taxes nets des Subventions		-7,4	0,9	29,1	4,9	3,0	-7,1	9,3	19,9	7,1	4,3	4,2	-1,8	12,4	13,7	6,2
PIB		5,9	5,3	4,6	3,4	4,4	1,7	3,9	6,0	4,9	2,3	2,1	3,0	4,6	6,9	6,5
dont Informel		10,1	3,8	-1,7	2,2	8,5	0,9	2,4	6,6	8,6	2,6	0,1	5,6	3,8	7,6	4,7
1. Dépense de Consommation Finale		7,2	3,9	5,5	3,8	2,9	4,7	4,5	3,9	7,0	3,2	1,6	2,3	3,4	4,3	3,6
dont privée		7,5	3,1	5,7	2,1	2,5	4,3	3,7	3,9	5,2	1,9	1,8	2,3	2,6	4,1	3,9
publique		5,2	9,3	4,6	14,8	4,8	6,7	8,9	4,2	16,3	9,3	0,9	1,9	7,2	5,3	2,1
2. FBCF		-0,6	15,3	-3,7	8,1	-3,2	-6,3	-2,0	24,9	2,5	7,3	9,6	2,6	0,4	42,0	-3,3
3. Variation des stocks		-60,1	174,3	-88,4	-141,9	-1 924,9	-196,0	-131,5	255,2	-134,9	-138,5	-125,3	-462,8	709,8	-60,1	187,4
4. Investissement (2+3)		-6,0	21,4	-11,0	6,4	5,3	-20,8	10,1	31,1	-7,5	11,3	8,3	3,7	5,9	36,0	-0,0
5. Exportations nettes		-8,1	25,9	-19,2	12,5	-5,3	-23,4	24,1	36,7	-4,2	25,5	9,2	-0,1	-0,7	42,7	-18,5
6. Exportations		-12,4	3,9	10,5	1,3	-5,0	10,8	-0,1	27,3	11,3	-6,0	5,6	-9,7	24,1	19,4	40,0
Exportations des biens		-4,9	3,5	14,3	3,4	-10,9	18,5	-2,0	27,4	13,0	-3,1	1,1	-14,9	28,5	25,7	47,8
Exportations des services		-29,7	4,9	-1,1	-6,3	18,1	-12,2	7,5	27,0	4,9	-17,6	26,8	9,7	11,4	-1,2	6,8
7. Importations		-10,8	12,3	-2,2	5,2	-5,1	-2,1	7,0	30,6	5,7	4,2	7,0	-5,8	13,6	28,0	15,8
Importations des biens		-12,3	10,3	-1,4	7,5	-6,2	-0,8	6,0	32,8	5,8	3,3	6,9	-4,9	13,2	26,1	22,0
Importations des services		4,5	29,3	-7,7	-12,5	5,3	-12,9	16,6	11,3	5,0	14,2	8,1	-15,0	17,1	48,1	-37,4

Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

(P = Provisoire)

Tableau 6 : Evolution du déflateur des principales branches d'activités et des emplois du PIB de 1999 à 2014

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Secteur primaire		3,5	1,5	7,3	-0,5	5,2	6,1	1,8	-2,4	8,1	-0,7	0,5	5,2	6,7	-2,2	-2,2
dont informel		3,4	1,6	7,7	-0,4	6,0	6,0	1,3	-3,4	8,1	-0,6	0,3	5,3	6,7	-2,2	-2,3
Agriculture		2,7	3,1	8,5	-1,7	7,5	6,8	-0,0	-3,4	9,2	-2,7	-0,8	2,5	7,2	-2,2	-3,9
dont informel		2,7	3,1	8,5	-1,2	8,3	7,0	-0,2	-4,6	9,3	-2,7	-0,8	2,5	7,2	-2,2	-3,9
Elevage, chasse		7,1	-1,7	2,7	6,1	-2,4	3,0	3,8	2,5	12,6	6,6	2,6	14,5	3,1	-0,9	-2,5
dont informel		7,1	-1,7	4,2	7,4	-1,9	2,2	1,2	2,5	12,8	6,6	2,6	14,5	3,0	-0,9	-2,5
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		3,3	-2,6	6,1	-0,9	0,6	6,7	9,6	-1,8	-2,6	2,9	4,1	7,4	9,3	-3,2	7,0
dont informel		3,2	-2,4	7,1	-4,2	1,7	5,6	9,8	-2,9	-2,6	3,6	3,1	8,3	9,3	-2,8	6,6
Secteur secondaire		3,3	6,0	4,8	6,9	-2,6	2,8	0,0	-0,2	10,2	4,9	0,1	6,1	3,2	4,5	-0,8
dont informel		6,2	5,1	18,4	4,0	-6,1	7,0	-2,1	-0,3	3,9	4,6	-2,3	10,6	3,1	1,0	0,7
Activités extractives		8,0	7,6	-5,6	3,6	2,0	7,2	11,6	0,8	31,8	54,8	0,0	-16,7	25,5	-446,3	-127,8
dont informel		11,5	10,2	-5,9	2,3	1,1	4,9	12,7	2,0	32,0	50,3	-0,5	-10,1	10,5	-6,1	6,9
Industries Agro-alimentaires		9,8	10,0	9,5	5,1	-4,6	6,5	-0,3	-0,0	14,0	8,4	2,9	4,5	9,4	3,8	-1,6
dont informel		8,1	9,4	10,5	5,0	-7,9	8,4	-2,5	-2,9	7,3	5,6	-2,5	0,3	11,8	4,3	1,2
Autres Industries manufacturières		-3,5	5,5	0,5	4,7	3,6	-3,3	2,4	-3,8	11,8	-2,7	-4,3	2,3	-4,4	5,6	1,5
dont informel		4,1	-0,7	53,0	1,1	-2,8	4,9	-3,0	2,6	5,5	-1,3	-5,8	2,2	-11,5	1,7	0,3
Electricité et eau		-29,0	-15,9	56,7	51,5	2,1	-7,8	-5,4	-8,3	1,3	24,8	-7,9	-1,9	20,3	-2,3	1,9
BTP		5,3	2,1	2,2	10,6	-5,8	3,7	-2,0	3,7	3,4	3,8	2,6	11,4	-1,0	0,9	4,4
dont informel		4,1	2,6	1,9	4,9	-5,5	5,4	-1,0	2,6	-6,2	2,0	1,7	37,8	-0,0	-3,8	1,3
Secteur tertiaire		5,4	3,2	1,2	4,0	0,4	3,3	3,9	2,6	5,0	4,2	1,2	3,1	11,1	3,4	-1,0
dont informel		3,0	4,5	12,0	1,3	0,1	9,1	1,5	5,1	-13,8	5,2	-2,6	4,6	15,2	3,0	-1,4
Commerce, restaurants et hôtels		6,5	-8,5	3,3	8,0	-1,9	6,4	1,8	-0,4	1,4	4,6	3,4	5,4	9,7	3,9	2,8
dont informel		-0,4	-5,9	13,1	2,7	-3,6	17,2	0,1	-0,6	-25,8	3,3	-3,1	6,8	5,7	7,9	2,5
Transports, postes et télécommunications		25,9	29,5	-0,6	2,4	5,6	1,8	10,0	8,1	7,3	-1,0	4,0	4,4	39,7	2,8	-6,2
dont informel		25,0	101,8	23,6	3,9	6,7	0,2	17,0	29,8	7,0	-2,6	-2,5	16,2	89,2	-4,5	-8,9
Banques et autres institutions financières		-10,2	91,3	-0,7	-6,0	-18,6	-15,7	9,2	-3,5	17,6	-7,7	-9,9	-12,8	-12,0	0,7	-1,8
dont informel		-10,2	71,9	0,7	-1,0	-18,4	-14,3	7,7	-1,7	-14,0	-9,8	-20,4	-19,9	-48,1	-6,1	7,9
Administration publique et sécurité sociale		2,3	-3,5	-3,4	6,1	0,3	2,0	11,7	2,1	5,7	11,7	0,4	2,8	3,1	2,7	-1,2

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Education		0,2	-7,8	2,7	1,1	0,0	1,3	-1,0	0,4	4,0	3,1	1,0	2,3	-0,4	4,4	-1,6
Santé et action sociale		-0,4	6,5	-3,4	-3,4	0,7	-1,4	2,2	2,9	5,7	13,5	5,2	0,8	-1,7	4,6	0,3
Autres services		3,0	4,0	4,5	-0,5	2,2	4,7	0,2	4,8	6,7	3,9	-2,8	1,2	1,7	0,6	0,2
dont informel		2,6	5,1	8,7	-1,2	3,0	3,8	-0,6	4,7	5,8	7,5	-3,5	0,9	2,1	0,1	-0,2
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)		0,5	12,6	1,6	0,9	-10,4	-7,7	6,5	-0,6	14,5	-4,4	-9,5	-9,9	-12,6	-10,8	-1,2
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		4,2	3,7	3,9	3,6	0,6	3,9	2,2	0,4	7,1	3,0	0,8	4,3	8,1	2,2	-1,2
dont informel		4,0	3,6	12,2	1,5	0,4	7,2	0,3	-0,0	-0,9	2,7	-1,3	6,1	8,6	0,4	-1,3
Impôts et taxes nets des Subventions		7,6	-11,0	-0,2	-1,4	1,9	7,4	1,6	0,4	1,8	-0,9	1,8	-1,1	3,4	-1,7	-1,9
PIB		4,3	2,0	3,6	3,1	0,8	4,3	2,1	0,4	6,4	2,5	0,9	3,7	7,4	1,6	-1,3
dont Informel		4,0	3,6	12,2	1,5	0,4	7,2	0,3	-0,0	-0,9	2,7	-1,3	6,1	8,6	0,4	-1,3
1. Dépense de Consommation Finale		2,8	3,8	1,3	1,9	0,0	5,5	2,3	-0,2	6,6	1,3	1,6	2,6	8,2	1,2	-0,7
dont privée		2,6	4,7	1,5	1,4	0,1	6,0	1,9	-0,4	7,2	0,5	1,5	2,7	8,5	0,9	-0,5
publique		3,9	-2,0	-0,1	4,8	-0,4	2,8	4,7	0,9	3,5	5,2	2,0	1,9	7,0	2,6	-1,4
2. FBCF		3,4	-5,4	-0,1	1,8	-0,8	7,2	1,9	2,4	2,1	1,6	0,7	6,3	0,7	0,1	-5,2
3. Variation des stocks		-609,4	-145,3	-376,4	-610,2	-88,9	64,4	-32,9	35,6	0,9	-17,7	302,5	-39,5	-48,5	2,3	-58,4
4. Investissement (2+3)		2,9	-2,1	1,8	1,9	-0,2	7,8	2,6	3,1	2,1	1,3	0,4	7,5	-0,3	0,5	-7,8
5. Exportations nettes		-4,7	3,2	-10,2	-8,2	-9,7	26,1	5,3	0,4	-0,5	-7,3	5,9	2,1	-3,1	-0,3	-19,6
6. Exportations		12,5	-0,5	-2,7	-1,0	9,8	-3,7	4,0	1,9	1,5	-0,5	13,9	6,3	4,6	0,7	-0,7
Exportations des biens		4,3	-0,9	-4,7	-2,8	13,5	-6,0	4,2	1,5	0,9	-1,0	16,6	8,0	4,1	-0,8	-0,6
Exportations des services		37,2	1,2	3,7	6,2	-1,4	3,8	3,2	3,2	4,2	2,4	3,2	2,2	5,4	5,6	-2,7
7. Importations		5,3	1,4	-6,1	-3,7	2,8	5,7	4,5	1,3	0,9	-3,3	10,8	4,2	3,2	-0,8	-1,9
Importations des biens		5,9	1,3	-6,5	-4,4	2,8	5,9	4,5	1,1	0,3	-3,7	12,0	4,3	2,8	-1,0	-1,6
Importations des services		0,3	3,9	-3,2	1,5	2,7	4,2	4,0	3,2	6,8	0,5	0,3	3,6	7,8	0,2	-2,3

Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

(P = Provisoire)

Tableau 7 : Evolution de la contribution à la croissance des principales branches d'activités et des emplois du PIB de 1999 à 2014

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Secteur primaire		1,3	1,4	1,2	0,6	2,0	-0,1	1,5	1,2	0,5	1,1	-0,5	0,5	0,7	1,2	1,1
dont informel		1,3	1,4	1,2	0,6	2,0	-0,1	1,6	1,3	0,5	1,1	-0,5	0,5	0,8	1,2	1,1
Agriculture		0,9	0,9	1,0	0,5	1,9	-0,4	1,2	1,2	0,3	0,9	-0,6	0,3	0,6	1,0	0,9
dont informel		0,9	0,9	1,0	0,5	1,9	-0,4	1,2	1,2	0,3	0,9	-0,6	0,3	0,6	1,0	0,9
Elevage, chasse		0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
dont informel		0,1	0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière		0,3	0,2	0,1	0,0	0,0	0,2	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
dont informel		0,3	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,2	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Secteur secondaire		2,0	1,9	0,2	-0,1	0,4	1,3	0,4	-0,6	-1,9	0,0	0,7	-0,4	0,5	0,7	1,4
dont informel		1,4	0,6	-1,7	0,6	1,8	1,0	-0,5	-0,9	-0,5	0,1	0,4	0,5	0,0	0,7	-0,3
Activités extractives		-0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,4	0,4
dont informel		0,0	0,0	-0,0	0,0	0,0	0,0	-0,0	0,1	-0,0	0,0	0,0	-0,0	-0,0	0,0	0,0
Industries Agro-alimentaires		0,9	0,7	0,5	0,0	0,3	0,5	0,3	-0,9	-1,9	-0,4	-0,5	0,7	-0,0	0,3	0,4
dont informel		0,7	0,2	0,3	0,4	1,5	0,5	-0,7	-0,7	-0,9	-0,3	-0,3	0,8	-0,2	0,2	0,3
Autres Industries manufacturières		0,7	-0,6	-0,2	-0,2	-0,3	0,3	-0,0	0,1	-0,0	0,2	0,4	-0,9	0,4	0,5	0,1
dont informel		0,4	0,3	-2,1	0,0	0,1	0,2	0,1	-0,5	-0,1	0,2	0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1
Electricité et eau		0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,0	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,0	0,0
dont informel		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP		0,3	1,7	-0,1	-0,0	0,4	0,4	0,1	-0,0	0,0	0,3	0,6	-0,3	0,1	0,3	0,5
dont informel		0,3	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,5	0,1	0,6	-0,2	0,2	0,3	-0,7
Secteur tertiaire		3,4	1,9	0,6	2,4	1,7	1,3	1,1	3,3	5,5	0,6	1,4	3,1	1,9	3,1	3,2
dont informel		3,4	0,3	-0,5	0,1	1,0	-0,3	0,4	3,5	5,1	0,4	0,1	2,4	1,5	2,8	2,0
Commerce, restaurants et hôtels		1,0	1,7	0,3	0,1	0,3	0,0	-0,0	1,0	0,9	-0,7	-0,5	2,2	0,1	1,4	1,2
dont informel		2,6	0,1	-0,3	0,3	0,4	-0,5	0,1	2,9	5,0	-0,3	-0,2	1,9	1,4	1,7	1,5
Transports, postes et télécommunications		1,2	-1,4	0,6	0,5	0,2	0,5	0,5	1,0	2,5	-1,1	0,4	0,3	0,5	0,5	0,5
dont informel		0,2	0,1	-0,0	-0,3	0,2	0,1	0,0	0,5	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,3	0,1
Banques et autres institutions financières		-0,0	0,2	-0,0	0,3	0,3	0,1	-0,0	0,4	0,2	1,2	0,4	-0,3	0,5	0,9	0,5
dont informel		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellé	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013 ^P	2014 ^P
Administration publique et sécurité sociale		0,3	0,1	0,3	0,8	0,2	0,4	0,3	0,4	0,7	0,6	0,9	0,2	0,6	0,4	0,5
Education		0,2	0,7	0,3	0,3	0,4	0,2	0,2	0,2	0,6	0,6	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3
Santé et action sociale		0,0	0,0	0,0	0,1	-0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,4	0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres services		1,0	0,3	-0,5	0,4	0,4	0,1	0,3	-0,1	0,4	0,5	0,3	0,6	0,3	0,7	0,4
dont informel		0,7	0,1	-0,2	0,1	0,4	0,1	0,3	0,0	0,2	0,6	0,2	0,4	0,1	0,6	0,3
Service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)		-0,3	0,2	-0,5	0,0	-0,3	-0,1	-0,5	0,3	-0,0	-0,1	-0,3	-0,1	-0,4	-1,0	-0,4
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES		6,7	5,3	2,0	2,9	4,1	2,5	3,0	3,9	4,0	1,8	1,6	3,2	3,1	5,1	5,7
dont informel		6,1	2,4	-1,0	1,3	4,9	0,5	1,4	3,8	5,0	1,6	0,0	3,3	2,3	4,6	2,8
Impôts et taxes nets des Subventions		-0,8	0,1	2,6	0,5	0,3	-0,8	0,9	2,1	0,9	0,5	0,5	-0,2	1,5	1,8	0,9
PIB		5,9	5,3	4,6	3,4	4,4	1,7	3,9	6,0	4,9	2,3	2,1	3,0	4,6	6,9	6,5
dont Informel		6,1	2,4	-1,0	1,3	4,9	0,5	1,4	3,8	5,0	1,6	0,0	3,3	2,3	4,6	2,8
1. Dépense de Consommation Finale		6,3	3,5	4,9	3,4	2,6	4,1	4,1	3,5	6,2	2,9	1,5	2,1	3,1	3,8	3,1
dont privée		5,7	2,4	4,3	1,6	1,9	3,2	2,8	2,9	3,8	1,4	1,3	1,7	1,9	2,9	2,7
publique		0,6	1,1	0,5	1,8	0,6	0,9	1,2	0,6	2,3	1,5	0,2	0,3	1,2	0,9	0,4
2. FBCF		-0,1	3,4	-0,9	1,8	-0,8	-1,4	-0,4	4,7	0,6	1,6	2,2	0,6	0,1	9,9	-1,0
3. Variation des stocks		-1,4	1,6	-2,1	-0,4	2,0	-3,6	2,3	1,3	-2,4	0,8	-0,3	0,3	1,4	-0,9	1,0
4. Investissement (2+3)		-1,6	5,0	-2,9	1,5	1,2	-4,9	1,9	6,1	-1,8	2,4	1,9	0,9	1,4	9,0	-0,0
5. Exportations nettes		1,1	-3,1	2,7	-1,4	0,6	2,5	-2,0	-3,6	0,5	-2,9	-1,3	0,0	0,1	-5,9	3,4
6. Exportations		-2,9	0,8	2,0	0,3	-1,0	1,9	-0,0	5,1	2,5	-1,4	1,2	-2,2	4,8	4,6	10,6
Exportations des biens		-0,8	0,5	2,1	0,5	-1,7	2,5	-0,3	4,1	2,3	-0,6	0,2	-2,7	4,2	4,7	10,2
Exportations des services		-2,1	0,2	-0,1	-0,3	0,7	-0,6	0,3	1,1	0,2	-0,9	1,0	0,5	0,6	-0,1	0,3
7. Importations		-4,0	3,8	-0,7	1,6	-1,6	-0,6	2,0	8,7	2,0	1,5	2,5	-2,2	4,7	10,5	7,1
Importations des biens		-4,2	2,9	-0,4	2,1	-1,8	-0,2	1,5	8,4	1,9	1,1	2,3	-1,7	4,2	8,9	8,9
Importations des services		0,2	1,0	-0,3	-0,4	0,2	-0,4	0,4	0,3	0,2	0,4	0,3	-0,5	0,5	1,6	-1,7

Source : SCN/DSEE/INSAE, Juin 2015

(P = Provisoire)